

Sommet mondial à l'Onu

Partage international n° 207 - Novembre 2005

Les 150 chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont rencontrés au siège de l'Onu à New York, lors du Sommet mondial de septembre 2005, ont réaffirmé les objectifs de réduction de pauvreté mondiale, se sont mis d'accord sur une intervention internationale de prévention des génocides, et ont mis en place une nouvelle Commission de construction de la paix.

Les dirigeants qui ont participé à ces trois jours de travaux ont passé en revue les accords signés il y a cinq ans, lors du Sommet du millénaire. A cette époque, les dirigeants s'étaient engagés sur la Déclaration du millénaire, qui incluait les Objectifs de développement du millénaire visant à diviser par deux la pauvreté et la faim, réduire la mortalité maternelle et infantile, et accroître l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable et aux systèmes sanitaires d'ici 2015.

Lors du sommet 2005, nombre de dirigeants et de représentants d'ONG ont exprimé leur déception du fait que les délais et objectifs quantitatifs ont été largement éliminés du document final pour éviter les difficultés. Les éléments ôtés comprennent toutes les mentions aux désarmement et à la réforme du Conseil de sécurité de l'Onu, ainsi que les détails d'un plan de remplacement de la Commission des droits de l'homme, discréditée par un nouveau Conseil des droits de l'homme.

Ce Sommet a cependant obtenu certains succès, incluant le réengagement sur les Objectifs de développement du millénaire dans le document final - malgré une version ébauchée par les Etats-Unis supprimant la mention de ces objectifs.

Dans l'accord final, les dirigeants du monde ont accepté pour la première fois le principe de « responsabilité à protéger ». Ce principe charge la communauté internationale de la responsabilité de protéger les civils d'autres nations en cas de génocide, de crimes de guerre, de nettoyages ethniques et de crimes contre l'humanité, lorsque les gouvernements nationaux sont incapables de fournir eux-mêmes cette protection. Certaines questions

liées à cette responsabilité restent sans réponse, telle celle de savoir le seuil à partir duquel l'intervention est nécessaire ou de savoir qui décide quand elle doit intervenir. Mais le secrétaire général de l'Onu, en s'adressant à l'Assemblée générale, a souligné l'importance de ce que les dirigeants ont convenu : « *Excellences, vous serez priés de vous engager à agir si un autre massacre du Rwanda se produit.* »

La mise en place de la nouvelle Commission de construction de la paix, organisme de conseil pour aider les nations à se sortir de la guerre, a été considéré comme une étape importante pour maintenir la paix dans les régions de conflits. Cette commission va aider à l'évaluation des besoins, créer des stratégies à long terme de reconstruction et de coordination de l'aide internationale et du financement. L'Onu joue déjà ce rôle, mais la nouvelle commission formalisera ce rôle et fournira un fonds de financement.

Le journaliste Nicholas Kristof, du *New York Times*, a rédigé une critique cinglante des dirigeants du monde présents à ce rassemblement : « *C'est un fait qu'en dehors de quelques exceptions, présidents et premiers ministres assistant au sommet de l'Onu se déshonorent en prétendant aider les pauvres. En effet, les 500 personnes les plus riches du monde ont le même revenu que les 416 millions les plus pauvres. Le Rapport 2005 sur le développement humain, récemment publié par le Programme de développement de l'Onu, est bienheureusement non diplomatique dans son intention à dénoncer certaines situations - en visant à peu près tout le monde. Il note que les Etats-Unis et d'autres pays riches semblent réticents à verser les 7 milliards de dollars annuels pour la prochaine décennie, nécessaires pour fournir l'accès à l'eau potable à 2,6 milliards de personnes. Cet investissement épargnerait 4 000 vies par jour, pour un coût moindre que ce que les Européens dépensent en parfum ou les Américains en chirurgie esthétique.* »

N. Kristof conclut : « *Il est exaspérant de voir les dirigeants parader devant les caméras, alors que le rapport du Programme de développement de l'Onu affirme que « la promesse faite au monde pauvre n'a pas été tenue ». Ce rapport ajoute que vu la tendance actuelle en termes de mortalité infantile, le non respect des engagements pris par les leaders provoquera la mort de 41 millions d'enfants avant leurs 5 ans dans la prochaine décennie. Plutôt que de*

se pavaner, les leaders devraient s'excuser de faire durer un tel holocauste. »

Sources : The New York Times, E.-U.

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous

un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)